

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Mussy-sur-Seine

SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2017

Date de la convocation : 12 septembre 2017

Date d'affichage : 12 septembre 2017

L'an deux mille dix-sept, le dix-neuf septembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, maire.

Présents : Eric BOYER, Annie COLLET, Jean-Louis DESMIER, Sylvie FASENTIEUX, Marie-Luce LOISEAU, Henri PETIT de BANTEL, Georges ROYER

Représentés : Dominique DECHAUD par Georges ROYER, Pierre WOTAWA par Henri PETIT de BANTEL

Absents : Virginie FEVRIER, Sophie GORCE, Francisque PETIT de BANTEL, Maggie ROSSONI

Secrétaire : Monsieur Eric BOYER

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

44_17 - Musée - Choix du maitre d'oeuvre

Le Maire rappelle les délibérations n°105/11 du 21 décembre 2011, 55/12 du 05 septembre 2012, 81/12 du 24 septembre 2012, 02/17 du 20 février 2017 et 26/17 du 04 avril 2017 concernant la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance de Mussy sur Seine.

Une consultation MAPA (marché à procédure adaptée) avec l'assistance du cabinet SYLLAB (anciennement VIACULTURE) pour le choix du Maître d'œuvre concernant la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance de Mussy sur Seine. Vingt sept sociétés ont présenté leur candidature. Le cabinet SYLLAB a procédé à l'analyse des candidatures qui ont été présentées devant la commission MAPA du 19 juillet 2017.

Les quatre sociétés retenues ont présenté une offre accompagnée d'une remise d'intention architecturale. Une indemnité forfaitaire de 3000 € sera versée aux trois sociétés non retenues. Le cabinet SYLLAB, a procédé à l'analyse des offres et des intentions architecturales avant de les présenter devant la commission MAPA le 18 septembre 2017.

Après cette analyse, la commission MAPA propose d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance de Mussy sur Seine au cabinet d'architecture E&F ARCHITECT (Elleni et Figiel), 12 rue Aristide Briand à Troyes (10), pour un montant de 150 957.50 € HT soit 181 149 TTC.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **VALIDE** l'indemnité forfaitaire de 3 000 € pour les remises d'intention architecturales des 3 cabinets non retenus,
- **VALIDE** le choix de la commission MAPA concernant l'appel public à la concurrence relatif à la maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance,
- **DECIDE** l'attribution du marché au cabinet d'architecture E&F ARCHITECT, 12 rue Aristide Briand à Troyes (10), pour le montant de 150 957.50 € HT soit 181 149 TTC
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à cette étude, y compris les avenants si nécessaire.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

45_17 - Modification des statuts de la CCBC

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération du Conseil Communautaire de la CCBC N° 87/2017 en date du 11 juillet 2017 portant modification statutaire de la CCBC à travers l'ajout de la mention suivante « l'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté statuant à la majorité simple. Le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions ».

Compte tenu de l'adhésion prochaine au syndicat DEPART pour l'élaboration du SCoT et au Syndicat Départemental Des Eaux de l'Aube (SDDEA) pour l'exercice de la compétence GEMAPI ; Le conseil communautaire de la CCBC propose aux différentes communes membres, dans un souci de simplification, de modifier les statuts de la CCBC afin que le conseil communautaire puisse, à la majorité simple, adhérer à un syndicat mixte sans l'accord préalable des communes.

Elle propose également que le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions.

En effet, sans disposition contraire, l'adhésion de la communauté à un syndicat mixte nécessite l'accord des conseils municipaux.

Il est précisé que l'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte ne peut s'opérer que dans le cadre de ses compétences propres.

Dans les conditions précitées, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la modification des statuts de la CCBC.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **ACCEPTE** la modification des statuts communautaires de la CCBC à travers l'ajout de la mention suivante « l'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté statuant à la majorité simple. Le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions ».
- **RAPPELLE** que cette modification statutaire est subordonnée à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur la modification statutaire envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

46_17 - SDDEA - modifications statutaires des communes membres

VU le Syndicat mixte ouvert de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (SDDEA), créé depuis le 1er juin 2016 en application de l'arrêté préfectoral DCDL-BCLI 201681-0003 du 21 Mars 2016 ;

VU le Code des Généralités des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la délibération de l'Assemblée Générale du SDDEA n° 40 du 29 juin 2017;

VU les statuts du SDDEA dans leur version en date du 1^{er} juillet 2016.

MONSIEUR LE MAIRE EXPOSE, A L'ENSEMBLE DU CONSEIL MUNICIPAL :

CONSIDERANT QUE lors de l'Assemblée Générale du 29 juin 2017, le SDDEA a adopté des modifications statutaires tenant principalement à :

Des clarifications de terminologie,

Des clarifications du fonctionnement des organes du Syndicat,

Des précisions apportées à certaines dispositions suite aux transferts de compétences,

Des précisions apportées à certaines dispositions suite aux évolutions réglementaires.

CONSIDERANT QUE par application de l'article 35 des statuts du SDDEA dans leur version modifiée au 1^{er} juillet 2016 : « *Au surplus, les présents statuts peuvent être modifiés par délibération de l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, suivie de l'adoption d'un arrêté préfectoral modifiant les présents statuts. A ce titre, les membres sont consultés pour avis simple et ceux-ci disposent d'un délai de trois mois pour donner leur avis* ».

CONSIDERANT QUE par courrier en date du 13 juillet 2017, le SDDEA a sollicité l'organe délibérant de notre collectivité afin de rendre un avis sur les modifications statutaires proposées (joint en annexe).

APRES DELIBERATION, LE CONSEIL MUNICIPAL

- **DONNE** un avis favorable aux propositions statutaires adoptées par délibération du SDDEA n° 40 du 29 juin 2017.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire de signer tout document relatif à ce dossier conformément aux propositions telles qu'adoptées à l'issue du vote.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

47_17 - vente d'eau en gros pendant la période des vendanges

Le Maire donne lecture d'une demande de vente d'eau en gros pendant la période des vendanges, comme cela s'est déjà produit les années précédentes.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **ACCEPTE** la vente en gros d'eau pendant la période des vendanges, aux communes ou syndicats qui en font la demande,
- **PRECISE** que l'eau ne sera pompée que dans le captage communal, à raison, au maximum, de 150 m³/jour,
- **DEMANDE** que les pompages d'approvisionnement soient contrôlés par un agent et sous la responsabilité de l'atelier de Vitry le Croisé, et que les frais soient à la charge de l'acheteur,
- **MAINTIENT** le prix de vente de l'eau à 0,90 € le m³.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

48_17 - Indemnité du régisseur - régie et sous-régie pour l'ensemble des encaissements (ALSH, extrascolaire, cantine, droits de place et locations de salles)

Vu l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'une indemnité de responsabilité peut être attribuée aux régisseurs de recettes et que les taux de l'indemnité sont fixés par délibération dans la limite des taux en vigueur pour les régisseurs des collectivités locales.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **Décide** d'allouer une indemnité de responsabilité au régisseur titulaire de la régie de recettes de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement, extrascolaire, cantine et de la sous-régie de recettes de droits de place et de locations de salles,
- **Précise** que cette indemnité s'élève à un montant annuel de 110 €.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

49_17 - Subvention additionnelle aux associations qui participent aux NAP

L'association « Karaté Club Musséen » participe aux Nouvelles Activités Périscolaires et a recours à un intervenant extérieur. Afin de rémunérer cette personne, le Maire propose le versement d'une subvention complémentaire.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de verser une somme de 798.50 € au Karaté Club Musséen.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

50_17 - Subvention additionnelle à plusieurs associations

Le Maire propose le versement d'une subvention additionnelle aux associations qui participent à des manifestations exceptionnelles telles que le Raid des Cadoles, le Tour de France etc....

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de verser une subvention additionnelle aux associations suivantes :

Pour Mieux Vivre Ensemble..... 500 €,
Cyclo Club Musséen..... 250 €,
Nature, Découverte et Chemins de Mémoire..... 250 €.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

51_17 - Sapeurs pompiers de Mussy Sur Seine - Demande de participation pour l'achat d'un drapeau

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée d'un devis transmis par les Sapeurs Pompiers de Mussy sur Seine qui souhaitent acheter un drapeau de cérémonie.

Le devis établi par la SARL MOURET MEDAILLES, s'élève à la somme de 1 345 € soit 1 494,50 € TTC.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **Décide** de verser une participation de 1000 €, sous forme de subvention, pour l'achat du drapeau de cérémonie,

- **Précise** que cette somme sera versée à l'Amicale des Sapeurs Pompiers de Mussy sur Seine.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

52_17 - renouvellement contrat - Accroissement temporaire d'activité

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la délibération n° 33-17 du 22 mai 2017 en indiquant qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de l'agent en place depuis le 1^{er} juin 2017, pour faire face à cet accroissement temporaire d'activité au sein du service administratif, à compter du 1^{er} octobre 2017, pour une durée de trois mois.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **Décide** la prolongation du contrat de l'agent en place depuis le 1^{er} juin 2017, dans le grade d'Adjoint administratif, relevant de la catégorie C, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, du 1^{er} octobre au 31 décembre 2017 inclus.
- **Précise** que cet agent assurera des fonctions de secrétaire polyvalente, à temps complet,
- **Précise** que cet agent sera rémunéré au 1^{er} échelon de l'échelle C1, IB 347, IM 325.
- **Précise** que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Commune.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

53_17 - Agence postale communale dans les locaux de la Mairie

Monsieur le Maire donne lecture à l'Assemblée de la convention relative à l'organisation d'une agence postale communale.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **Accepte** la proposition de « la Poste » pour une reprise de cette activité sous forme d'Agence Postale communale à la fin des travaux d'aménagement des locaux de la Mairie retenus pour accueillir l'agence postale,
- **Autorise** le Maire à signer la convention et tous les éléments relatifs à ce dossier.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

54_17 - Résiliation bail garage communal

Suite au décès de Monsieur GAVEN Florent, il convient de mettre un terme au bail de location du garage communal n° 16, à compter du 30 septembre 2017.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** la résiliation de ce bail au 30 septembre 2017, suite au décès du locataire.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

55_17 - Renforcement poste tranformation électrique - GGF

Monsieur le Maire signale que la capacité du réseau public de distribution d'électricité issu du poste de transformation « L'USINE » est insuffisante.

Les travaux susceptibles de remédier à cette situation, qui ont été étudiés par les services du syndicat départemental d'énergie, comprennent :

- la dépose du poste de transformation existant sur poteau,
- la mise en œuvre d'un poste de transformation électrique HT/BT au sol simplifié équipé d'un transformateur 250 kVA/20 Kv à protection de coupure interne.

Selon les dispositions en vigueur, ces travaux sont à demander par la commune et à exécuter, par délégation de celle-ci, par le syndicat départemental qui en assurera le financement, après accord de son Bureau syndical.

Monsieur le Maire précise que les plans détaillés lui seront soumis et, qu'en même temps, le piquetage précis des ouvrages sera matérialisé sur le terrain par l'entreprise que le syndicat aura chargée des travaux.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** la réalisation des travaux de renforcement du réseau public de distribution d'électricité dans les conditions exposées par Monsieur le Maire.
- **ADOpte** l'avant-projet présenté par le syndicat départemental d'énergie.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

56_17 - Demande d'admission en non valeur

Monsieur le Maire donne lecture du formulaire transmis par la Trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non valeur des produits du budget service des eaux et assainissement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **REFUSE** l'admission en non valeur des taxes et produits pour la somme totale due de 351,53 €,
- **PRECISE** qu'un échéancier pourrait être mis en place jusqu'à épurement de la dette du créancier.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

57_17 - Indemnité de conseil au Trésorier - Intérim

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 pris en application de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes et du décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 qui a autorisé et précisé l'attribution aux receveurs d'une indemnité de conseil et de confection de budget avec effet du 2 septembre 1983,

Considérant l'aide apportée par le receveur M. Joël DEMONT pour la tenue des comptes, l'enregistrement des opérations comptables et son rôle de conseiller financier et comptable de la collectivité durant sa période d'intérim du 01/09/2016 au 31/12/2016,

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'attribuer à Monsieur DEMONT Joël, une indemnité de conseil et de confection de budget au taux maximum, soit 178.64 € brut,
- **DECIDE** d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice comptable.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

58_17 - Indemnité de conseil au Trésorier

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 pris en application de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes et du décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 qui a autorisé et précisé l'attribution aux receveurs d'une indemnité de conseil et de confection de budget avec effet du 2 septembre 1983, Considérant l'aide apportée par le receveur pour la tenue des comptes, l'enregistrement des opérations comptables et son rôle de conseiller financier et comptable de la collectivité depuis le 1^{er} janvier 2017,

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'attribuer à Monsieur BROSSARD Gilles une indemnité de conseil et de confection de budget au taux maximum, soit 544.19 € brut,
- **DECIDE** d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice comptable.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
7	7+2	9	0	0	0

Questions diverses

Le Maire indique que le Secrétaire Général de la Préfecture M. Duhamel a quitté ses fonctions le 3 juillet et qu'il a été remplacé par Mme Cendre le 1^{er} août (Elle viendra dans les prochains jours à la CCBC). Mme la Préfète a quitté le Département le 1^{er} septembre 2017 et a été remplacée par M. Thierry MOSIMANN le 04 septembre 2017.

Le Maire lit aux Conseillers une lettre de remerciements de la Préfète, suite au bon déroulement du Tour de France le 7 juillet.

La formation des élus sera financée par une cotisation salariale.

La 1^{ère} phase des travaux à la Tour du Boulevard touche à sa fin : le chemin de ronde et l'entrée de la Tour (côté ville) ont été découverts. La 2^{ème} phase devrait être bientôt programmée (Un drone a permis de prendre d'excellentes photos de la Tour et de ses accès).

Fin janvier 2018, les travaux dans le chœur seront terminés et les échafaudages retirés. Commenceront alors les travaux sur la façade et la restauration des 3 grands portails. Une Cérémonie, marquant la fin des travaux de la 3^{ème} phase aura lieu la 3^{ème} semaine de juin. Le Maire doit signer un avenant pour des travaux complémentaires sur les toitures des chapelles du chœur. (Société Hory Marçais).

Le Conseil donne son accord pour autoriser le Foot Truck à s'installer sur la Place de la Mairie le samedi soir, au lieu de la Porte d' Auberive.

Les gens du voyage installés pendant 7 jours près du stade ont fait un don de 80 EUR à la Caisse des Ecoles pour compenser leur utilisation de l'eau et de l'électricité de la Ville.

Mme Sabrina DOMINGUEZ a fait un courrier au Conseil d' Etat pour arrêter la procédure diligentée par le Tribunal Administratif de REIMS. Le jugement précédent la condamnant à reverser les sommes perçues du CCAS devient donc exécutoire. L'avocat de la Commune fait le nécessaire.

Mme Marie-Luce LOISEAU indique au Conseil que le professeur de djembé voudrait donner des cours à Mussy. Il lui est conseillé de distribuer des flyers et éventuellement de prendre contact avec la Municipalité pour organiser une démonstration.

M. Georges ROYER se fait écho de remarques d'habitants qui trouvent bizarre qu'une jeune femme mineure accompagne seule des enfants dans Mussy. M. Jean-Louis DESMIER confirme que les accompagnants doivent avoir au minimum 17 ans, ce qui est le cas en l'espèce. Il demande que les gens qui se posent des questions viennent le voir.

Mme Sylvie FASENTIEUX signale qu'une nouvelle équipe a été trouvée pour reprendre l'APE, mais qu'il reste encore de la place pour les volontaires.

M. Eric BOYER indique :

- l'équipe du Centre d'accueil a gagné un ordinateur portable au concours « facebook » de la meilleure madeleine organisé par les Galettes Saint Michel.

- 28 photos ont été envoyées au CDT pour illustrer notre label « Village fleuri ».

La Commune a reçu cette année un prix pour l'opération « berges saines » ; un roseau sera remis symboliquement au Maire à Paris le 15 novembre.

Mme Henriette THIEBLOT signale qu'un banc est détérioré en bordure de Seine et qu'il serait préférable après réparation d'être orienté vers la route, plutôt que vers la Seine !

Il n'y aura pas d'achat de nouvelles guirlandes ou objets lumineux pour les illuminations cette année. M. Jean-Louis DESMIER pense qu'il faut attendre l'extension du réseau avant de faire de nouveaux achats avec des LEDS.

M. Jean-Louis DESMIER indique que les travaux de voirie réalisés en partenariat avec le Conseil Départemental sont reportés en avril 2018.

La séance est levée à 20h30.

Le Maire,

Henri PETIT de BANTEL